



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2009

Pays : Suède

Correspondant national

Nom Prénom : **RAPP Anne**
Profession : **Deputy Director**
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **anne.rapp@justice.ministry.se**
N° Téléphone : **+46 8 405 34 42**

Nom Prénom : **FERNQVIST Eva**
Profession : **Legal Advisor**
Organisation : **Swedish National Courts Administration**
E-mail : **Eva.Fernqvist@dom.se**
N° Téléphone : **+46 31 701 12 18**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

9182927

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat / le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	146042000000
Niveau territorial / entités	NAP

3) PIB par habitant (en €)

31713

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

29999

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2009

108405

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies, le cas échéant:

State budget plan and Statistics Sweden

Question 5: Please note that the correct exchange rate is 10.8405 (the database would not accept the punctuation).

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

399825654

7) Veuillez préciser

Public Prosecutions offices not included

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés ou indiquer NA (non disponible) dans le cas où ce montant est impossible à évaluer:

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	314083631
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	10305719
Budget public annuel alloué aux frais de justice		NA
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	58392988
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)		NA
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	6150369
Autres (Veillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	10892947

Commentaire :

Due to differences in nomenclature within different audit systems there is an inherent problem in comparing numbers. As a result, the figures presented above should be used with prudence.

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années):

2006: 452 000 000 2008: 400 000 000 (Exchange rate effect)

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour tenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

- en matière pénale ?
 en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

3566533

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

Veillez préciser les éléments composant ce budget de l'ensemble du système judiciaire:

. Montant 3033863752

Commentaire :

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

. Montant 142633089

Commentaire :

14) Si possible, veuillez préciser (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	NA	NA

Commentaire :

From that year no longer divide the legal aid budget in criminal and other cases.

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

. Montant 128301090

Commentaire :

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	Oui	Non	Non	Oui
Autre ministère	Oui	Non	Non	Oui
Parlement	Non	Oui	Non	Oui
Cour Suprême	Non	Non	Non	Non
Conseil Supérieur de la Magistrature	Non	Non	Non	Non
Tribunaux	Non	Non	Non	Non

Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Oui
Autre	Non	Non	Oui	Oui

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 18) :

Ministry of Finance
 Swedish National Audit Office
 National Courts Administration

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 8, 11, 12, 13, 14 et 16

Official budgetary data from the Ministry of Justice

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Non	Oui
Autres	Oui	Oui

21) Si autres, veuillez préciser (au regard de la question 20):

Travel expenses

Counsel to the injured party

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

According to section 19 of the Legal Aid Act, legal aid covers various court fees related to the execution of judicial decisions.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Nombre
Total	NA
en matière pénale	NA
en matière autre que pénale	NA

Commentaire :

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui

Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Oui	Montant en €
en matière pénale	NAP	NAP
en matière autre que pénale ?	Yes	23984 p year

Commentaire :

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien- fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

Oui
 Non

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

Oui
 Non

Veillez préciser:

The benefits according to the Swedish Legal Aid Act are subsidiary to the private insurance system. An individual who owns an insurance which cover legal expenses shall always use the insurance.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	Oui (la décision judiciaire peut porter sur la manière dont les frais de justice sont payés par les parties)
en matière pénale ?	Oui
en matière autre que pénale ?	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Question 28: If the case has not yet been initiated at a court the decision is made by the Legal Aid Authority. Otherwise, the decision is made by the court.

On 1 January 2010 some changes in the Swedish code of judicial procedure and in the Swedish Legal Aid Act will enter into force. The object of those amendments is to strengthen the applicant's possibility to choose his or her own legal representative.

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 24 et 26:

Question 26: Section 6 of the Swedish Legal Aid Act.

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement:

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.lagrummet.se |
| <input type="checkbox"/> à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.rattsinfosok.dom.se
and
www.hogstodomstolen.se |
| <input type="checkbox"/> à d'autres documents (par exemple formulaires) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.domstol.se |

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

www.brottsoffermyndigheten.se

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

Victimes de viol	Non	Oui	Oui	Non
Victimes du terrorisme	Non	Oui	Oui	Non

Enfants/Témoins/Victimes	Non	Oui	Oui	Non
Victimes de violence domestique	Non	Oui	Oui	Non
Minorités ethniques	Non	Oui	Oui	Non
Personnes handicapées	Non	Oui	Oui	Non
Délinquants mineurs	Non	Oui	Oui	Non
Autres	Non	Non	Non	Non

Commentaire :

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

If the defendant is ordered by the court to pay compensation (damages) to the victim and the defendant lacks assets the victim may be compensated by the Crime Victim Compensation and Support Authority.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

When a private claim is based upon an offence subject to public prosecution, the prosecutor, upon request of the aggrieved person, shall also prepare and present the aggrieved person's action in conjunction with the prosecution, provided that no major inconvenience will result and that the claim is not manifestly devoid of merit.

During the inquiry of an offence, if the investigation leader or the prosecutor finds that a private claim may be based upon the offence, he or she shall if possible, notify the aggrieved person in sufficient time prior to the institution of the prosecution.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

It is possible to request a retrial of a prosecutor's ruling concerning, for example, a discontinued preliminary investigation or a decision not to bring charges. If a request for a retrial is received by a public prosecution office, first of all the prosecutor who made the ruling shall decide whether or not any new circumstances have come to light in the matter. If new circumstances are cited, the prosecutor reconsiders his/hers decision. If not, the case will be reviewed by the Director of Public Prosecution. The decision of the Director of Public Prosecution can in its turn be reviewed by the Prosecutor-General.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
 non exécution des décisions de justice?
 arrestation injustifiée ?
 condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Financial compensation for a wrongful arrest/wrongful condemnation can be received for suffering, loss of income and expenses. Suffering is normally compensated with approximately 80-110 € per day, but the amount can - depending on the circumstances in the case - be lower or (in some extraordinary cases) much higher. Compensation can be awarded by the Chancellor of Justice or decided by court.

Damages for excessive length of proceedings is awarded according to the case-law of the European Court of Human Rights.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
 enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
 enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
 enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
 enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
 enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc. :

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)

Enquêtes au niveau national	Non	Oui
Enquêtes au niveau des tribunaux	Non	Oui

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure) du système judiciaire?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

Veuillez donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	Non	Non
Instance supérieure	Non	Non
Ministère de la Justice	Non	Non
Conseil supérieur de la magistrature	Non	Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Non	Non

Commentaire :

Measures to prevent delays

The Swedish Parliament has recently passed a bill on a new law, "Declaration of Priority in Courts". The bill aims to improve the citizen's possibilities to speed up the court's handling of a specific case. An application for a Declaration of Priority can be made in all types of cases in court. If the handling of the case in question has been unreasonably delayed the chief judge shall declare the case to have priority. When deciding whether the handling of the case has been unreasonably delayed the chief judge shall especially consider the complexity of the case, how the parties have been acting during the process, how the court has handled the case and the importance of the matter for the applicant. The law entered into force on 1 January 2010.

Certain specific remedies

Specifically with respect to the conduct of proceedings before the court, chapter 49, section 7 of the Swedish code of judicial procedure provides that a party who is of the opinion that the processing of the case has been unnecessarily delayed by decision of a district court may file an interlocutory appeal against the decision. If the court of appeal finds that the appeal is meritorious it may quash the disputed decision.

Where criminal proceedings have exceeded a reasonable time, this may cause the sentence imposed to be more lenient. Thus, chapter 29 section 5 and chapter 30 section 4 of the Swedish penal code provides that courts in criminal cases shall, both in its choice of sanction and in its determination of the appropriate punishment, take into account whether an unusually long time has elapsed since the commission of the offence. Similarly, in tax cases, the Tax Authority and the administrative courts may reduce or remit a tax surcharge when the taxpayer has not had his or her case determined within a reasonable time (chapter 5, section 14.3 of the taxation act).

Supervisory remedies

The Parliamentary Ombudsmen and the Chancellor of Justice exercise control, inter alia, over the

conduct of proceedings before public authorities, including the courts. Where appropriate the Ombudsmen and the Chancellor of Justice may criticise an authority's delay in deciding a matter before it. However, the Ombudsmen and the Chancellor of Justice have no power to directly order a public authority to conclude proceedings within a certain time-period.

Court presidents and other senior judges responsible for divisions or sections within a court are responsible for ensuring that cases are determined within a reasonable time. The manner in which they exercise this control function is regularly reviewed by the Parliamentary Ombudsmen.

A public official who intentionally or through carelessness disregards the duties of his office, e.g. by omitting to render a decision in a matter that is pending before him, may be held criminally or administratively responsible and subjected to criminal or disciplinary sanctions (chapter 20, section 1 of the Swedish penal code and section 14 of the Public Employment Act).

Compensatory remedy

An individual may be entitled to compensation for loss, injury or damage caused by the excessive length of proceedings. Pursuant to chapter 3 section 2 of the 1972 Tort Liability Act the state shall be held liable to pay compensation for personal injury, loss of or damage to property and financial loss where such loss, injury or damage has been caused by a wrongful act or omission done in the course of, or in connection with, the exercise of public authority in carrying out functions for the performance of which the state is responsible.

On the basis of rather recent developments in the case-law of the Swedish Supreme Court, it must be concluded that Swedish law provides a remedy in the form of compensation for pecuniary and non-pecuniary damage in respect of any violation of the European Convention on Human Rights, including violations on account of excessive length of all types of proceedings under Article 6 § 1 of the Convention.

Given the recent development in Swedish case-law, the Government has appointed an investigator to further analyze under which circumstances the state has an obligation under Article 13 of the Convention to compensate individuals who have suffered from a violation of the Convention. In the light of this analysis the investigator shall propose an accessible legislation that clarifies the obligation of the state to pay damages in cases of violations of the Convention. The conditions for that obligation shall if possible be explicitly stated in the legislation. The report shall be submitted to the Government in December 2010.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau). Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Nombre total
Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	76
Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	11
Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut également les cours suprêmes et/ou les juridictions supérieures)	134

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés):

The Labourt Court (1)
 The Market Court (1)
 The Court of Patent Appeals (1)
 The Regional rent and tenancies tribunals (8)

Out of the Swedish district courts, 25 are also land courts, 5 are also environmental courts and 7 are also maritime law courts. Svea Court of Appeal is also the Environmental Court of Appeal.

Three of the Swedish county administrative courts are also migration courts and the Administrative Court of Appeal in Stockholm is also the Migration Court of Appeal.

A large number of the Swedish administrative courts are specialized. This fact depends on the design of the rules governing their jurisdiction.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

There will be a significant reduction of the number of county administrative courts (from 23 to 12). This reform will take its effect by 15 February 2010.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance.	53
un licenciement	53
un vol avec violence	53

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

In 2008, a claim that concerned less than 20500 SEK (approximately 1891 €).

Veillez indiquer la source pour les réponses aux questions 45 et 48:

Annual report of the National Courts Administration.

3. 1. 2. Juges, personnels des tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents; si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer avec NA)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 1039

Commentaire :

Beside the 1039 permanent professional judges 479 associate judges were sitting in Swedish courts in 2008.

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	174
si possible, donnée en équivalent temps plein	NA

51) Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation de la réponse à la question 50 ci-dessus:

During 2008, 174 former professional judges, who are now retired, sat in Swedish courts on an occasional basis.

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Oui	Nombre
Avez vous dans votre système des catégories de juges	Yes	8228

non professionnels ?	
----------------------	--

Commentaire :

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Only press libel/freedom of speech cases include trial by jury.

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

90

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 3418

Commentaire :

56) Si possible, veuillez distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

- | | |
|---|-----|
| - personnels non juge (Rechtspfleger ou organes équivalents), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours | NAP |
| - personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers | NAP |
| - personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) | NAP |
| - personnels techniques | NAP |

Commentaire :

57) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou fonction

équivalente), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:

NAP in Sweden

3. 1. 3. Procureurs

58) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA).

Nombre . 831

Commentaire :

738 prosecutors worked at the Swedish Prosecution Authority and 93 prosecutors worked at the Swedish Economic Crime Authority.

59) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

60) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents) Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 356

Commentaire :

327 at the Swedish Prosecution Authority and 29 at the Swedish Economic Crime Authority.

3. 1. 4. Budget des tribunaux et nouvelles technologies

61) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Non	Non	Non	Non
Président du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Directeur administratif du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Greffier en chef	Non	Non	Non	Non
Autre	Non	Non	Non	Non

62) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

63) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Traitement de texte	Oui	Non	Non	Non
Base de données électronique pour la jurisprudence	Oui	Non	Non	Non
Dossiers électroniques	Non	Non	Non	Oui
E-mail	Oui	Non	Non	Non
Connexion internet	Oui	Non	Non	Non

64) Pour l'administration et gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	Oui	Non	Non	Non
Système d'information sur la gestion du tribunal	Oui	Non	Non	Non
Système d'information financière	Oui	Non	Non	Non

65) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	Non	Non	Non	Oui
Site internet spécifique	Non	Non	Non	Oui
Autres moyens de communication électronique	Non	Non	Non	Oui

66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:
 The Swedish National Courts Administration, 551 81 JÖNKÖPING

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

67) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

68) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre ?

Veillez préciser :

The number of cases involving an interpreter and the number of divorce cases can also be found.

69) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

Filed, determined, backlog and age structure.

70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance (si non, veuillez passer à la question 72):

- Oui
 Non

71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice :

- nouvelles affaires
 durée des procédures (délais)
 affaires terminées
 affaires pendantes et stocks d'affaires
 productivité des juges et des personnels des tribunaux
 pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
 exécution des décisions pénales
 satisfaction du personnel des tribunaux
 satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
 qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
 coûts des procédures judiciaires
 autre

Veillez préciser :

72) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge? (si non, veuillez passer à la question 74)?

- Oui
 Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
 pouvoir législatif
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
 Autre

Si autre, veuillez préciser :

74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?

- Oui
 Non

75) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
 pouvoir législatif
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
 autre

Si autre, veuillez préciser :

The Government sets the general targets for the courts every year. The detailed targets are set after a discussion between the court presidents and the National Courts Administration. The Supreme Court and the Supreme Administration Court set their own targets.

76) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

Average length of proceedings for different types of cases.

77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performance des tribunaux :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
 Ministère de la justice

- organe d'inspection
 Cour Suprême ?
 organe d'audit extérieur ?
 autre

Si autre, veuillez préciser :

78) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
 Non

80) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

81) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

82) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
 Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation):

83) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public? Oui Non

Si oui, veuillez préciser :

Statistics concerning e.g. the number of incoming cases, number of decisions by a prosecutor , length of investigations, percentage of cases charged/dropped.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux**

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

84) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience (jugements par défaut)? Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

NA

85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

86) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence. Si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer (NA).

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	NAP	NAP	1	NAP
Procédures civiles - Article 6§1 (non-exécution)	NAP	NAP	NAP	NAP
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	NAP	3	NAP	NAP

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

Veuillez préciser:

Accelerated procedures exist in civil cases as well as in criminal and administrative cases. For example, procedures of urgency can be used in administrative cases concerning the right to control and care for a child, in criminal cases when the defendant is under arrest or in detention and in civil cases when it is reasonable to suspect that the opposing party will evade payment of the debt.

88) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Veillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

In civil cases amenable to out of court settlement, the district court shall consist of a single legally qualified judge, if the value of the claim obviously does not exceed half of the base amount according to the National Insurance Act. In 2008, half of the base amount was about 1891 €. In such small claims cases, the right to compensation for litigation costs is limited.

In criminal cases, simplified procedures can be used, inter alia in the following cases:

1. Summary penalty order: in the case of less serious crimes, the prosecutor may decide on a so-called summary penalty order instead of prosecuting. This means that the prosecutor, without a trial, decides that the suspect should pay a fine. A precondition for this is that the person suspected of the offence has confessed to it. Summary penalty orders are common in the case of traffic offences, e.g. speeding.

2. Judgment in simplified form: if the defendant has admitted the act and a penalty other than imprisonment, or closed juvenile care or of imprisonment for a term of no more than six months is imposed, the judgment may be rendered in simplified form. A judgment by an appellate court confirming the judgment of a lower court may also be rendered in simplified form (chapter 30, section 6 of the Swedish code of judicial procedure).

3. Without oral hearing: As a main rule, a criminal case shall be adjudicated after a main (oral) hearing. However, if there is no grounds to improve a criminal sanction other than a fine, if neither of the parties have asked for an oral hearing and if the matter can be satisfactorily investigated, the case may be adjudicated without a main hearing (chapter 45 section 10 a of the Swedish code of judicial procedure).

89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

For example agreements that a civil case should be decided upon by a single judge, timeframes for the parties (lawyers) in civil cases when to submit conclusions and written evidence.

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles, et administratives

90) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et	80845	172206	182808	70136

administratives				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	26902	51348	50845	27433
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	8843	21098	20940	8777
3 Affaires relatives à l'exécution	NAP	NAP	NAP	NAP
4 Affaires relatives au registre foncier**	NAP	NAP	NAP	NAP
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives*	42282	96759	107939	31200
7 Autres	2818	3001	3084	2726
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	30484	83037	82504	30697
8 Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9 Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

91) Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales - définition des petites infractions et des infractions graves):

The category "Civil and commercial litigious cases" include small claims cases, ordinary civil cases and "family cases".

The category "Civil and commercial non-litigious cases" include only non-litigious divorce cases.

Included in the category "Other" are environmental cases and land cases.

Please note that administrative law cases are only accounted for in category 6, and are thus not included in category 1. Those cases are handled separately by the county administrative courts while the other cases are handled by the district courts.

92) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 91.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales et, si possible les taux d'appel pour certaines catégories d'affaires):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (contentieuses et non contentieuses)	6991	23632	24128	6484
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	1469	2752	2811	1408

2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NAP	NAP	NAP	NAP
3 Affaires relatives à l'exécution	NAP	NAP	NAP	NAP
4 Affaires relatives au registre foncier**	NAP	NAP	NAP	NAP
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives	12711	26158	26791	12068
7 Autres	245	597	553	289
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	3599	9030	9276	3341
8 Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9 Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

The category "Other" include environmental cases".

Regarding administrative law cases, please see answer to question 91. The administrative law cases are handled by the administrative courts of appeal while the other cases are handled by the "regular" courts of appeal.

93) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 88.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales, ainsi que les possibles limitations des recours devant la plus haute juridiction):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	1120	5420	5221	1318
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	200	588	566	222
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NAP	NAP	NAP	NAP
3 Affaires relatives à l'exécution	NAP	NAP	NAP	NAP
4 Affaires relatives au registre foncier**	NAP	NAP	NAP	NAP
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives	6618	8684	10313	4941
7 Autres	699	3278	3161	815
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	221	1554	1494	281
8 Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9 Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

Administrative law cases are only indicated in section 6 (thus, they are not included in section 1 "Total of civil, commercial..."). The administrative law cases are handled by the Supreme Administrative Court, while the other cases in the table are dealt with by the Supreme Court.

94) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1er janvier 2008	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Divorces contentieux	4417	7186	6985	4618
Licenciements	NA	NA	NA	NA
Vols avec violence	NAP	NAP	NAP	NAP
Homicides volontaires	NAP	NAP	NAP	NAP

95) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal), nombre d'affaires pendantes de plus de 3 ans et % d'affaires ayant fait l'objet d'un appel: veuillez compléter le tableau Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne)	2ème instance (durée moyenne)	Total de la procédure (moyenne durée totale)
Divorces contentieux	NAP	0,05	234 days	NAP	NA
Licenciements	NA	NA	NA	NA	NA
Vols avec violence	NAP	NAP	NAP	NAP	NAP
Homicides volontaires	NAP	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

Litigious divorce cases may contain action about custody etc. The percentage of pending cases more than 3 years concerns only 1 st instance.

96) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux):

If neither of the spouses live together with their own children and they have jointly applied for a divorce, the district court may issue a judgment as soon as possible. If the spouses wish, they can have a period for reconsideration before the judgment is made. The period for reconsideration is always at least six months and at most one year. If the spouses still want to get divorced when the six months have expired, they must give notice of this to the district court (so-called completion). This notification must be received by the district court after the six months have expired. If the notification for completion is not received by the district court within one year, the matter will be written off.

If the spouses have children living at home (their own, the wife's/husband's or common children), or if one of the spouses does not agree to get divorced, there will always be a period of reconsideration.

If the spouses have lived apart for more than two years they can have a divorce directly, even if they have children or if one of the spouses doesn't agree on getting divorced. In that event the husband or wife should enclose a certificate of separate living.

**97) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ?
Veuillez décrire la méthode de calcul.**

Average length of proceedings in divorce cases is calculated from the date when the application of summons is received by the court until the date of the judgment.

98) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser :

It is not compulsory for the prosecutor to propose a sentence to the judge but none the less this is often done by the prosecutor.

99) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

100) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus, et préciser notamment si les données indiquées incluent ou non le contentieux en matière de code de la route:

	Reçues par le procureur	Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées par le procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de	691988				52508	200212

1ère instance						
---------------	--	--	--	--	--	--

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 90 à 95 et 100:

Annual reports of the National Courts Administration, the Swedish Prosecution Authority and the Swedish Economic Crime Authority.

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

101) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

Judges are appointed by the Government under an applications procedure. The applications procedure does not apply to the highest offices. Judges are appointed essentially on the basis of ability and suitability for the profession. In making its choices the Government is assisted by a special judicial appointments commission. The commission's main function is to make recommendations to the Government for the filling of appointments.

In Sweden judges are usually trained specifically for the profession. Thus, persons trained as judges make up the main base for recruitment of professional judges. Such training is however not an absolute condition. Anyone with a legal qualification, such as a prosecutor or a lawyer, may apply for a post as a judge.

In order to be accepted for training as a judge the prospective trainee must have both a bachelor of laws degree and a qualification as a court clerk, i.e. he or she must have worked for two years as a clerk at a district court or county administrative court. A person accepted for training as a judge is employed as a reporting clerk at a court of appeal, general or administrative, on six months probation. (The courts of appeal decide themselves who they employ as reporting clerks). If his or her performance over the probationary period is approved, the trainee is employed as a reporting clerk at the court of appeal on conditional tenure. After at least one year in that capacity, the trainee serves as an assistant judge at a district court or county administrative court for another two years. An assistant judge deals with the court's business in the same way as the regular judges.

In the final stage of training, the assistant judge returns to the general or administrative court of appeal to serve as a judge for at least a year. Once that period of service has been successfully completed, he or she is designated as an associated judge of the ordinary or administrative court of appeal, and the traineeship ends.

Associate judges who wish to be appointed as regular judges normally work outside the judiciary for a number of years after completing their training, in order to acquire varied experience and to improve their ability to compete for a post as a regular judge.

102) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges?
- une instance composée seulement de non juges?
- une instance composée de juges et de non juges?

103) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
 Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges

104) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

Judges can normally only be promoted by applying for a position as a promoted judge, e.g. president of a district court, when such a position is vacant. Thus, the promotion is decided by the Government upon application. The commission mentioned under question 101 gives a recommendation to the Government on who to promote.

However, the judges of the Supreme Court and the Supreme Administrative Court as well as the presidents of the Courts of appeal are appointed by the government without any application from the appointed.

105) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
 Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
 Une combinaison des deux
 Autres

Si autres, veuillez préciser:

To become a prosecutor you must have a Swedish Bachelor of Laws degree and have undergone a Swedish court clerk merit rating.

106) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
 une instance composée seulement de non procureurs?
 une instance composée de procureurs et de non procureurs?

107) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
 Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs
Specialist prosecutors and head prosecutors are appointed by the authority after a consultative proceeding in a special board.

108) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser.

Promotions are decided on after an individual reasoning about the qualifications and personal skills of the prosecutors applying for promotion.

109) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

110) Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les juges		

111) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

112) Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les procureurs	Yes	2yrs9months

113) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges/procureurs, qu'elle est la durée du mandat ? Est-il renouvelable?**Veuillez préciser la durée**

- pour les juges? Oui
pour les procureurs Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

114) Nature de la formation des juges. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
 Formation continue générale

- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

115) Fréquence de la formation des juges

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Oui	Non
Formation continue générale	Non	Oui	Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Non	Non	Oui
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Non	Oui	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Oui

116) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

117) Fréquence de la formation des procureurs

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Oui	Non
Formation continue générale	Oui	Non	Non
Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)	Non	Oui	Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)	Non	Oui	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**

- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Question 117: Initial training, specialised in-service training and in-service training for the use of computer facilities are compulsory.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

118) Salaires des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessous:

	Salaire annuel brut (€)	Salaire annuel net (€)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	56104	36058
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	96634	55713
Procureur au début de sa carrière	64500	29500
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	143500	50000

Commentaire :

119) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	Non	Non
Retraite spécifique	Non	Non
Logement de fonction	Non	Non
Autre avantage financier	Non	Non

120) Si autre avantage financier, veuillez préciser:

121) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Oui	Non	Non
Recherche et publication	Oui	Non	Non
Non	Oui	Non	Non
Consultant	Non	Non	Non

Fonction culturelle	Oui	Non	Non
Autre fonction	Non	Non	Non

122) Si autre fonction, veuillez préciser :

123) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Oui	Non	Non
Recherche et publication	Oui	Non	Non
Non	Non	Non	Non
Consultant	Non	Non	Non
Fonction culturelle	Oui	Non	Non
Autre fonction	Non	Non	Non

124) Si autre fonction, veuillez préciser :

125) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer la source pour répondre à la question 118:

The Swedish Prosecution Authority
The National Courts Administration

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

126) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser:

The Swedish Prosecution Authority (the Prosecutor-General), the presidents of the courts, the Ombudsmen of Justice and the Chancellor of Justice.

127) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

The National Disciplinary Offence Board.

128) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en

utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	2	1
1. Faute déontologique	0	0
2. Insuffisance professionnelle	1	0
3. Délit pénal	1	1
4. Autre	0	0

Commentaire :

129) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	0	1
1. Réprimande	0	0
2. Suspension	0	0
3. Révocation	0	0
4. Amende	0	1
5. Diminution de salaire temporaire	NAP	0
6. Rétrogradation de poste	NAP	0
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	NAP	0
8. Démission	0	0
9. Autre	0	0

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

130) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA).

4540 lawyers (as per 31.12.2008). The figure stated includes only members of the Swedish Bar Association, those lawyers who may use the title "advokat". There are no formal requirements or licensing for practising law in Sweden or for appearing before courts. Neither does the figure include assistant lawyers or trainees employed in Bar members' law firms.

131) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ? Si non, veuillez aller à la question 133

- Oui
 Non
 Non applicable

132) Nombre de conseillers juridiques. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

NA

133) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice? (plusieurs options sont possibles)

- Affaires civiles*
 Affaires pénales* - Défendeur
 Affaires pénales* - Victime
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

There is no monopoly of representation. Members of family, trade unions, NGO:s and others are examples of organisations or persons who may represent a client before a court in civil cases, criminal cases (both defendant and victim) and administrative cases.

134) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

There is only one, nation-wide bar association in Sweden. The Bar Association and its members are divided into seven geographical sections, but members are admitted directly by the national board of the bar association.

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 130 et 132:

The Swedish Bar Association.

6. 1. 2. Formation

135) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
 Non

136) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
 Non

137) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

138) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui
 Non

Veillez apporter toute précision permettant d'interpréter la réponse ci-dessus

139) Les honoraires des avocats sont-ils

- réglementés par la loi ?
 réglementés par le Barreau ?
 librement négociés ?

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

When legal aid has been granted, the normal hourly fee is fixed (as decided annually by the government or the authority designated by the government). Court appointed public defence counsels, counsels for the aggrieved party and legal aid counsels are not allowed to demand or receive further remuneration from the clients than the fee decided by the court in accordance with the relevant legislation. The hourly compensation may deviate from the hourly costs norm if it is warranted by reason of the skill and care exhibited by counsel or other significant circumstances.

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

140) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

141) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- Le Barreau ?
 Le législateur ?
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

The board of the Swedish Bar Association lays down the Code of Conduct of the association. The Code of Conduct should be adhered to by members according to law (the Swedish code of judicial procedure).

142) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

A person or body who is not satisfied with the performance or conduct of a member of the Swedish Bar Association may file a complaint with the association. The Disciplinary Committee of the Swedish Bar Association receives that complaint. Eight members of the Disciplinary Committee are appointed by the Bar Association's general assembly, three members are appointed by the Swedish Government.

A person who is not satisfied with the fee charged by a member of the Swedish Bar Association may contact the lawyer and discuss the matter. If an agreement on the fee can not be reached, the matter may be settled by legal action in a court of law.

143) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires

- le juge ?
 le ministère de la justice ?
 une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The disciplinary procedure is conducted by the Disciplinary Committee of the Swedish Bar Association. The board of the Bar Association may instigate a disciplinary matter against a lawyer, referring it to the Disciplinary Committee. If a complaint against a lawyer is made by a person or body not concerned by the matter in question, the board decides whether to refer the matter to the Disciplinary Committee or to close the matter. A disbarred member may appeal to the Supreme Court. The Chancellor of Justice may appeal against a Disciplinary Committee decision to the Supreme Court. The Chancellor of Justice may also request that the committee should implement disciplinary measures against a negligent member.

144) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	95	118	NA	NAP

Commentaire :

145) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	60-70	1	NAP	NAP	

Commentaire :

The sanctions that the Swedish Bar Association, or more specifically it's Disciplinary Committee, can decide to take against a lawyer if he or she has failed to comply with the rules of professional conduct are the following: reprimand, warning (which may be combined with a fine) and disbarment. The Disciplinary Committee may also confine itself to issuing a statement. Fine is not used as a separate sanction.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

7. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

146) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 151

- Oui
 Non

147) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation

	Possibilité de médiation privée proposée par le juge ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Affaires administratives	Non	Non	Non	Non	Non
Licenciements	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Affaires pénales	Non	Non	Oui	Non	Non

148) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

If a party is entitled to legal aid, the remuneration to the mediator is covered by the legal aid.

149) Nombre de médiateurs accrédités. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

NAP

150) Veuillez indiquer le nombre total de procédures de médiation par catégories d'affaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

les affaires civiles ?	NA
les affaires familiales ?	NA
les affaires administratives ?	NA
les affaires de licenciements ?	NA
les affaires pénales ?	NA

Veuillez indiquer la source pour la réponse à la question 150 :

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

151) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives au règlement des litiges (par ex. arbitrage, conciliation) ? Veuillez préciser:

Other kinds of ADR

Extrajudicial dispute resolution methods

Some extrajudicial procedures are statutory, whilst others are founded on agreements between two or more private-law bodies/persons.

Statutory procedures

Perhaps the most important statutory procedure takes place at the National Board for Consumer Complaints. The National Board only examines disputes between businesses and consumers at the request of the consumer. The procedure, which also covers cross-border disputes, is written and free of charge to the parties. Decisions by the National Board for Consumer Complaints take the form of recommendations to the parties on the way in which their dispute should be resolved.

Non-statutory procedures

In several sectors, private initiatives have set up special boards. This is very common in the insurance sector, for example. The fields of activity of the various boards may vary somewhat, but in general it can be said that their function is often to work towards a flexible and impartial resolution of disputes between, for instance, an insurance company and a policyholder. Several boards in the insurance sector also have the task of working towards the uniform resolution of insurance cases, which reduces the number of disputes that arise. The boards have been formed primarily under agreements between different companies, but are fully independent of their instigators. The boards concentrate mainly on disputes between businesses and consumers. Larger insurance companies often also have their own customer ombudsmen, who policyholders may contact if they are not satisfied with the company's decision on the settlement of a claim. The customer ombudsman is appointed by the company, but performs his duties independently of it. Examples of boards of this kind are the Accident and Sickness Insurance Board, the Life Assurance Terms Board and the Liability Insurance Personal Injury Board. The procedure is written, except in a few exceptional cases. In the written procedure there is nothing to prevent a party from consulting a representative or an assistant. No particular requirements apply to the representative or assistant.

The private dispute resolution procedures are mostly free of charge, even though a small application or registration fee is levied in a few exceptional cases. The procedures are paid for by the businesses/companies that are party to them. In most cases, operating costs are shared between the companies involved in proportion to the degree to which they utilise the board's services. There is a possibility of obtaining reimbursement for representation costs, for example, from the insurance policy in question.

Disputes are resolved primarily through decisions that are of an advisory, non-binding nature (recommendations). In some cases, however, a business may give a prior undertaking to its trade organisation to comply with the recommendations.

Unlike court judgments or orders, decisions cannot be enforced compulsorily.

Since extrajudicial dispute resolution in Sweden is an alternative to normal judicial examination, appeals against the decisions cannot be made to courts. Nevertheless, a decision by an extrajudicial dispute resolution body is not a procedural obstacle and it is therefore possible to bring an action before an ordinary court on the same matter both during and after an alternative dispute resolution procedure. If the action is brought after an extrajudicial dispute resolution body has delivered a decision on the matter, it is common for the pronouncement by the dispute resolution body to be introduced into the proceedings in some way.

Arbitration

Sweden has not adopted the UNCITRAL model law on arbitration. However, the Swedish legislator has considered the model law when drawing up the Swedish Arbitration Act.

In Sweden, it is very common that disputes within commerce and industry are settled by arbitration tribunals. It is also not unusual that parties in commercial relationships which have no link with Sweden at all opt to have their dispute settled by a Swedish arbitration tribunal. The main rule is that the parties can reach an arbitration agreement concerning matters in respect of which they may reach a settlement.

Rules about arbitration proceedings are to be found in the Swedish Arbitration Act. In the first place it is up to the parties to decide the number of arbitrators and the manner in which they shall be appointed. The same applies to the place of arbitration. In case the parties have not agreed on those issues the rules in the Arbitration Act applies. The arbitrators shall handle the dispute in an impartial, practical and speedy manner. They shall act in accordance with the decisions of the parties insofar as there is no impediment to so doing. The arbitrators shall afford the parties, to the extent necessary, an opportunity to present their respective case in writing or orally. Where a party so requests, and provided that the parties have not otherwise agreed, an oral hearing shall be held prior to the determination of an issue referred to the arbitrators for resolution. Where one of the parties, without valid cause, fails to appear at a hearing or otherwise fails to comply with an order of the arbitrators, such failure shall not prevent a continuation of the proceedings and a resolution of the dispute on the basis of the existing materials. The proceedings are not public. The issues which have been referred to the arbitrators shall be decided in an written award. Appeal is not possible, but the award can be wholly or partially set aside upon motion of a party under certain conditions. The parties are jointly and severally liable to pay reasonable compensation to the arbitrators for work and expenses. However, the arbitrators may, upon request by a party and unless otherwise agreed by the parties, order the opposing party to pay compensation for the party's costs and determine the manner in which the compensation to the arbitrators shall be finally allocated between the parties. The Swedish Arbitration Act applies to arbitral proceedings which take place in Sweden notwithstanding that the dispute has an international connection.

Certain arbitration institutes, such as the Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce, may have adopted rules that supplement the Arbitration Act.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

Mediation in Sweden

Various organisations as well as municipalities offer mediation of different kinds, for example school mediation and mediation between neighbours. There are also general mediation providers. Some of them have their own mediation rules. Most known is probably the Stockholm Chamber of Commerce Mediation Institute. There is also a mediation institute at the Chamber of Commerce in Gothenburg.

Such mediation takes place on a voluntary basis. It does not have any effect on limitation and prescription periods and the settlement agreement resulting from such mediation is not enforceable.

Mediation that takes place outside courts are only regulated to some extent.

The examples of mediation regulated by law are to be found in the following fields: labour law, family law, rental law, copyright law, energy law, funeral law and criminal law.

Mediation aiming at creating a contractual relationship

In some fields, such as labour law, copyright law and energy law, mediation aim at creating a contractual relationship between the parties. To give an example, the National Mediation Office provides mediators for disputes between employers and employees when a company refuses to sign a collective agreement with a professional organisation.

Family disputes

For parents who find themselves in dispute with one another, there are two alternatives to judicial proceedings: cooperation discussions and family counselling. Family counselling is also an

option for couples without children.

Cooperation discussions

Cooperation discussions are discussions chaired by experts, the aim of which is for the parents to reach agreement on the custody of their children, the children's residence and access to the children. The goal of the discussions is therefore compromise solutions. All municipalities in Sweden offer cooperation discussions. The discussions are free of charge.

If the parents concur, they can make an agreement on custody, residence and access. The agreement applies if it is in written form and approved by the Social Welfare Board. The fact that the agreement applies means that it has the same effect as a court judgment. This implies, among other things, that the agreement is enforceable.

Family counselling

Family counselling consists of discussions with a view to dealing with cohabitation conflicts in couples and families. The discussions can take place before, during or after a separation. Contact with family counselling is voluntary and is made on the couple's own initiative. All municipalities are required by law to offer family counselling either through the municipality itself or through other suitable professional counsellors. Family counsellors are qualified social workers with advanced training in relational matters. The municipality is entitled to levy a charge for family counselling.

Family counselling is also provided by bodies like church associations.

Court- annexed ADR in family disputes

In a court case, the court can decide that the parties should participate in cooperation discussions. In addition, the court can commission a mediator to try to get the parents to reach an amicable solution of their dispute. In case the parents reach an agreement, it is enforceable upon decision by the court.

Activities at regional rental and tenancy tribunals

In tenancy disputes, disputes involving tenant-owners and rental disputes, mediation can take place at regional rental or tenancy tribunals.

The regional rental tribunal can mediate in all rental disputes and disputes involving tenant-owners that occur. Mediation is obligatory in certain cases, such as disputes concerning the rental of premises.

Further, ordinary courts can refer cases that they hear for mediation in regional rental or tenancy tribunals. If mediation is unsuccessful, the court decides the case.

The regional rental and tenancy tribunal does not levy any charge on the parties. The procedure before the tribunal is public.

Victim-offender mediation

Victim-offender mediation is organised by the state or by municipalities and available when the offender is a minor. The offence must first have been reported to the police, and the offender must have acknowledged his or her guilt before mediation can be initiated. Participation in mediation is always voluntary for both parties. Mediation does not constitute a penal sanction or an alternative to the regular justice system, but rather plays a complementary role. It is however possible for the prosecutor to take the fact that mediation has taken place into consideration in relation to the prosecution of young offenders.

Conciliation and mediation in judicial proceedings

Conciliation and mediation in pending judicial proceedings are governed in the Swedish Code of Judicial Procedure. Conciliation in particular is a very common element of civil-law proceedings in ordinary courts.

When the court has issued a summons in a civil case, oral or written preparatory proceedings must take place. One of the aims of the preparatory proceedings is to clarify whether there are prospects for conciliation. The presiding judge in the case chairs the conciliation talks. The conciliation procedure is not required to take any specific form, nor is it mandatory. The parties

can therefore declare that they are not interested in holding conciliation talks without suffering any repercussions. About 60 per cent of the civil cases end in an agreement.

If, having regard to the nature of the case, it is more appropriate for special mediation to take place, the court can appoint a special mediator to chair the conciliation talks. The parties are usually consulted before the court orders mediation. The costs for the specially appointed mediator are borne by the parties.

Special mediation is seldom used in Swedish courts. An Inquiry has had the task to analyse why this is the case and consider if the law should be changed.

The Inquiry proposes that mediation, in principle, shall be the first option to be considered with regard to the issue of conciliatory procedure. In all actions where a settlement is possible, the court shall consider whether mediation should be offered to the parties. Such an offer should come at an early stage in case proceedings, generally immediately after the defence plea has been made. It shall, however, be entirely voluntary for the parties to go through mediation. In instances where mediation does not come about, the court shall, as previously, work for settlement within the frame of administration of the case.

The consultant bodies were positive as regards extended use of mediation. However, they pointed out that it could be an unnecessary round always having to try mediation. In many cases conciliation talks is sufficient. In addition they questioned that mediation always should be initiated at an early stage of the proceedings.

The Mediation directive

In May 2008 the EP and the Council adopted a directive on certain aspects of mediation in civil and commercial matters. The objective of the directive is to facilitate access to alternative dispute resolution and to promote the amicable settlement of disputes by encouraging the use of mediation and by ensuring a balanced relationship between mediation and judicial proceedings. The directive is applicable in cross-border disputes in civil and commercial matters. The directive contains definitions of mediation and mediator. It also contains rules on enforceability of agreements resulting from mediation, confidentiality of mediation and the effect of mediation on limitation and prescription periods. It also contains provisions aiming at ensuring the quality of mediation and provisions about information about mediation. The MS shall have implemented the directive before 21 May 2011.

Future work in the field of mediation

The government has decided to work further on the Inquiry's proposal on court mediation in some way or another. It also has to implement the EU mediation directive. Due to the directive Sweden has to come up with new legislation on enforceability of agreements resulting from mediation, on confidentiality and on the effect of mediation on prescription periods and limitation periods. These issues are under consideration within the Ministry of Justice.

Quality assurance and training

Since mediation in Sweden primarily is not regulated by law there exists no general quality assurance of mediators. Neither is there any general training of mediation providers. Instead such training takes place within the frame of each mediation provider.

The EU directive on mediation prescribes that the Member States shall encourage the development of, and adherence to, voluntary codes of conduct by mediators and organisations providing mediation services, as well as other effective quality control mechanisms concerning the provision of mediation services. It also prescribes that the Member States shall encourage the initial and further training of mediators. It remains to see if this will lead to any changes in the Swedish law.

Regarding main reforms it should be mentioned that an inquiry has been looking into the possibility to increase the use of court-annexed mediation in Sweden. The inquiry delivered its report in 2007. In the report it is suggested that mediation replaces conciliation as the main method for reaching settlements within court proceedings. How to proceed with the proposals in

the report is still under consideration within the Governmnet offices together with the issue how to transpose the EU mediation directive.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

152) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution? Si non, veuillez aller à la question 154

- Oui
 Non

153) Nombre d'agents d'exécution . Si la donnée n'est pas disponible, veuillez l'indiquer (NA).

170

154) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):

- des juges ?
 des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?
 des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
 d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):

As from 1 January 2008, the Enforcement Authority was detached from the Swedish Tax Agency and is today a fully independent authority, with the exception that the two are to share a common IT platform and IT development, maintenance etc. resources and other forms of administrative support. This co-operation is based on provisions in a Government regulation.

In the organisation there are both bailiffs and other categories of enforcement agents. Most of the field work is carried out by enforcement agents, but the legal quality is ensured by bailiffs. There are approximately 150 bailiffs in the organisation, including heads of departments and units, and legal advisers at the headquarters. Just as the enforcement agents, they are civil servants, employed by the Enforcement Authority. To become a bailiff, you need a law degree, (normally) two years of court practice and internal training.

The enforcement agents are not judges or bailiffs. Before starting independent operative work as an enforcement agent they have to go through both practical (on-the-job) training and theoretical training organised by the authority. They must be approved before they can enter the profession of enforcement agent.

155) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
 Non
 Non applicable

156) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?
- non applicable

157) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non
- Non applicable

158) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- librement négociés ?
- non applicable

Veillez indiquer la source de la réponse à la question 153:

The Enforcement Authority. Bailiffs in a strict sense (full law degree and court practice) approximately 170, if other categories of enforcement staff are included approximately 800.

8. 1. 2. Supervision**159) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
- Non
- Non applicable

160) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
- le juge ?
- le ministère de la justice ?
- le procureur ?
- autre ?

Veillez préciser :

There are several authorities entrusted with the supervision and control of enforcement agents. First of all the Parliamentary Commissioner (Ombudsman) for the Judiciary and Civil Administration should be mentioned. Furthermore, the Attorney-General can prosecute the agents for e.g. breach of duty. Requests for damages based on mistakes committed by civil servants are dealt with by the Chancellor of Justice.

Also, within the Enforcement Authority, there is a board composed of representatives of the employer as well as the employees' organisations (trade unions), which can decide about disciplinary proceedings (dismissal, reprimand, suspension or deduction from salary). Furthermore, there is an internal follow-up system to find mistakes in the hearing of a case.

161) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non
 Non applicable

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

However, please see the answer to question 154. The curricula is laid down in detail by the headquarters of the Enforcement Authority.

162) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

163) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

There is a computer aided follow-up system, PULS, for reporting every four months such things as numbers of various types of files opened and closed, backlogs, number of debtors, assessment of productivity, swiftness, quality and uniform handling as well as financial data and the status of development projects.

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

164) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veillez n'en indiquer que 3 au maximum

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?
 manque d'information ?

- durée excessive ?
- pratiques illégales ?
- supervision insuffisante ?
- coût excessif ?
- autre ?

Veillez préciser:

The main complaints from debtors are

- lack of contact with the enforcement agent
- the treatment, and
- a feeling that the debtors are unjustly treated (especially young debtors, 18-24 years old, are more negative than other people)

The main complaints from creditors are

- lack of rapidity
- accessibility and
- lack of communication

Source: Debtors', creditors' and the general public's attitude towards the Enforcement Authority - a report from the National Tax Board (2003:3). - No similar enquiry has been made since then.

165) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

166) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
- pour les affaires administratives ?

167) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus

Veillez préciser

168) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de procédures disciplinaires initiées	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	3
pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> nombre :	
pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	
pour délit pénal	<input type="checkbox"/> nombre :	
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	3

169) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de sanctions	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	2
Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	2
Suspension	<input type="checkbox"/> nombre :	
Révocation	<input type="checkbox"/> nombre :	
Amende	<input type="checkbox"/> nombre :	
Autre	<input type="checkbox"/> nombre :	

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Question 168:

Misconduct outside work (1)

Suspicious of breach of confidentiality (1)

Unauthorised access to data (1)

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 167, 168 et 169 :

The Enforcement Authority.

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

170) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
 Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur) :

The Swedish Prison and Probation Service is responsible for implementing prison sentences and probation, for supervision of conditionally released persons, to implement sentences regarding community service and to carry out pre-sentenced reports in criminal cases. The Swedish Prison and Probation Service is also responsible for remand prisons.

171) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des

études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The Enforcement Authority keep track of the effective recovery rate. Also, the Police produce statistics on fines decided by a criminal court and fines payed for each month, half year and calender year (for internal use).

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

172) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 177

- Oui
 Non

173) Les notaires ont-ils un statut (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

privé (sans contrôle par une autorité publique)?	<input type="checkbox"/> nombre	
de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?	<input type="checkbox"/> nombre	156
public?	<input type="checkbox"/> nombre	
autre ?	<input type="checkbox"/> nombre	

Commentaire :

174) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veuillez préciser :

Among other things, a notary public can be present as a witness when storage rooms are opened or closed or when seals are applied or broken, supervise lottery draws and confirm that someone is authorized to do certain things or that someone has the expertise or the official position to represent someone else.

Veuillez indiquer la source pour répondre à la question 173

9. 1. 2. Supervision

175) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

176) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires:

- une instance professionnelle ?

- le juge ?
- le ministère de la justice ?
- le procureur ?
- autre ?
- non applicable

Veillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

10. Interprètes judiciaires

10. 1. fonction

10. 1. 1. Statut

177) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?

- Oui
 Non

178) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée?

- Oui
 Non

179) Nombre d'interprètes judiciaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations

NAP

180) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

181) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires?

- Oui
 Non

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus (notamment: si non, quelle est l'instance chargée de sélectionner les interprètes?):

179: In april 2009, 766 interpreters were authorised in 38 languages (including 98 sign language interpreters) and listed in the interpreter register of the Legal, Financial and Administrative Services Agency. 176 were certified legal interpreters.

181: The National Police Board is the central administrative and supervisory authority of the police service. The Board has procured interpreter agency services on behalf of all governmental agencies, including the courts. As a consequence to this central procurement, the assignments are concentrated to a limited amount of interpreter agencies.

11. Fonctionnement de la justice

11. 1. Réformes envisagées

11. 1. 1. Réformes

182) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. Veuillez préciser:

The courts

On 1 November 2008 the "More modern court proceedings" reform entered into force. The reform brought major changes into the procedural rules governing legal proceedings, particularly in district courts and courts of appeal. The purpose of the reform was to bring about a modernisation of legal proceedings, partly by making better use of modern technology. The reform also made the rules more flexible, allowing more latitude to adapt the way in which cases and other matters are processed so as to meet the requirements of the individual case. Furthermore, the parties are given more responsibility for moving the case forward towards a decision. Finally, the reform introduces special measures for proceedings in the court of appeal so as to clarify the different roles of various courts in the system.

Better use of modern technology

General rules on videoconferences have now been introduced for application in all courts. Parties, witnesses and others who are to participate in a court session will be able to participate at a distance by videoconference, unless this is inappropriate. However, the general rule remains that those who are to participate are to attend the court. A videoconference may be appropriate in several situations. For example, if a witness lives a long way from the court a videoconference may be justified in certain cases because of the expense of attending in person. If there is a threat against a person or the court premises, a videoconference may justifiably be used on security grounds, on account of the risk of an attempt to free a prisoner, for instance. Participation via videoconference may also be arranged if the person to be heard feels a palpable fear of coming to the premises where the hearing is to be held. It is up to the court to determine, on a case-by-case basis, whether it is appropriate to use a videoconference.

Previously, audio recording have been made when people were examined in court. After the reform, in general, all examinations in the district court will also be recorded on video. If the case goes to appeal, the general rule is that the video recording from the district court will be used in the court of appeal. Consequently, video recordings will be the main means of presenting oral evidence in the court of appeal. This clarifies the important principle that the main examination of a case is to be made in the district court, since to a greater extent than previously the court of appeal will base its review on the same material used by the district court in reaching its decision. As the court of appeal will not need to re-examine witnesses to the extent that it did in the past, fewer people will have to come to the court to enable a hearing to be conducted. Another advantage is that crime victims will not need to attend court more than once to give their account of the matter. This will put less of a strain on the people who are to be heard and may also reduce the costs of legal proceedings.

More flexible rules and more responsibility for the parties

The rules on sessions during the preparatory stages of a case as well as on notice to attend court and penalties for failing to attend are being made more consistent. For example, the court will be able to refuse evidence (such as an examination of a witness) if it cannot be taken despite reasonable efforts and the decision should not be delayed any longer. To make proceedings more efficient, instead of presenting all documents orally during a main hearing the parties will more generally have the option of referring to these documents.

To shorten district court processing times in civil cases, the requirement to draw up time plans is being made stricter. Further, the court is placed under a stricter obligation to draw up summaries of the parties' positions so as to prepare the case more quickly for a main hearing. These instruments set timeframes, bring about more efficient and rapid processing and prevent delays.

Furthermore, a possibility has been introduced of deciding certain criminal cases before the district court on the basis of the documents in the case, i.e. without a main hearing. There will be no need to hold a main hearing if there is no reason to sentence a person to any sanction other than fines and a hearing is neither requested by one of the parties nor is needed with regard to the investigation of the case.

Enforcement

There would seem to be consensus that the 1981 Enforcement Code is in need of a general overhaul. In addition, a few areas have been addressed specifically in reports from the Enforcement Authority, i.e. the need for more standardised and less complex rules regarding attachment of salary, as well as modernization of the rules pertaining to enforced sales (wider scope for the use of modern methods of communication such as e-mail and the posting of information on websites, use of private sector channels etc.).

During the spring of 2010, the Government will propose a bill on a new, more modern Prison Act which fulfils the requirements for an efficient and at the same time humane prison service. The new law is planned to enter into force on 1 January 2011.